

Communiqué

Des pressions intolérables du CRIF sur les représentants de la République

Jeudi 10 Décembre 2009

Communiqué de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS)



La France se renie. Le prix des droits de l'Homme de la République française ne sera pas remis au PNGO au Ministère des Affaires étrangères.

Nous apprenons avec consternation et colère que le Ministère des Affaires étrangères a cédé à des pressions intolérables en démocratie.

Chaque année la France décerne le prix des droits de l'Homme de la République française à des associations qui ont fait montre de détermination et de courage pour les faire respecter, dans des conditions souvent très dures. Les lauréats sont souvent prestigieux.

Une ONG palestinienne, PNGO, est lauréate cette année.

Le PNGO, représentant quelque 200 associations et ONG palestiniennes qui travaillent dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la défense des droits humains, du droit des femmes, de la culture, de l'eau..., est emblématique de la volonté du peuple palestinien de vivre librement et dignement, dans des formes démocratiques où le droit des peuples et les droits humains ne sont pas de vains mots.

La France lui a reconnu cet honneur et s'est honorée ce faisant.

Mais le CRIF, association de plus en plus communautariste qui affiche un soutien zélé aux autorités israéliennes d'occupation de la Palestine, a mené une campagne acharnée auprès du Quai d'Orsay dès qu'il fut rendu public qu'une association palestinienne de renom -et irréfutable- était lauréate de ce prix.

Alors la France s'est déshonorée. Elle a déplacé le lieu -symbolique- de remise de ce prix prestigieux. Elle se tiendra demain jeudi 10 décembre à 17 h à « Sciences Po » et non au Quai d'Orsay. La République, qui avait fait ce choix souverainement, se couche devant des pressions auxquelles il était pourtant facile de résister au nom des valeurs qu'elle est supposée représenter.

L'AFPS condamne cette capitulation de nos gouvernants devant un groupe d'intérêt communautaire allié d'une puissance occupante qui ridiculise à la fois la notion de droits humains et la France.

Comment espérer alors de la patrie des droits de l'Homme ?

Paris, 9 décembre 2009